

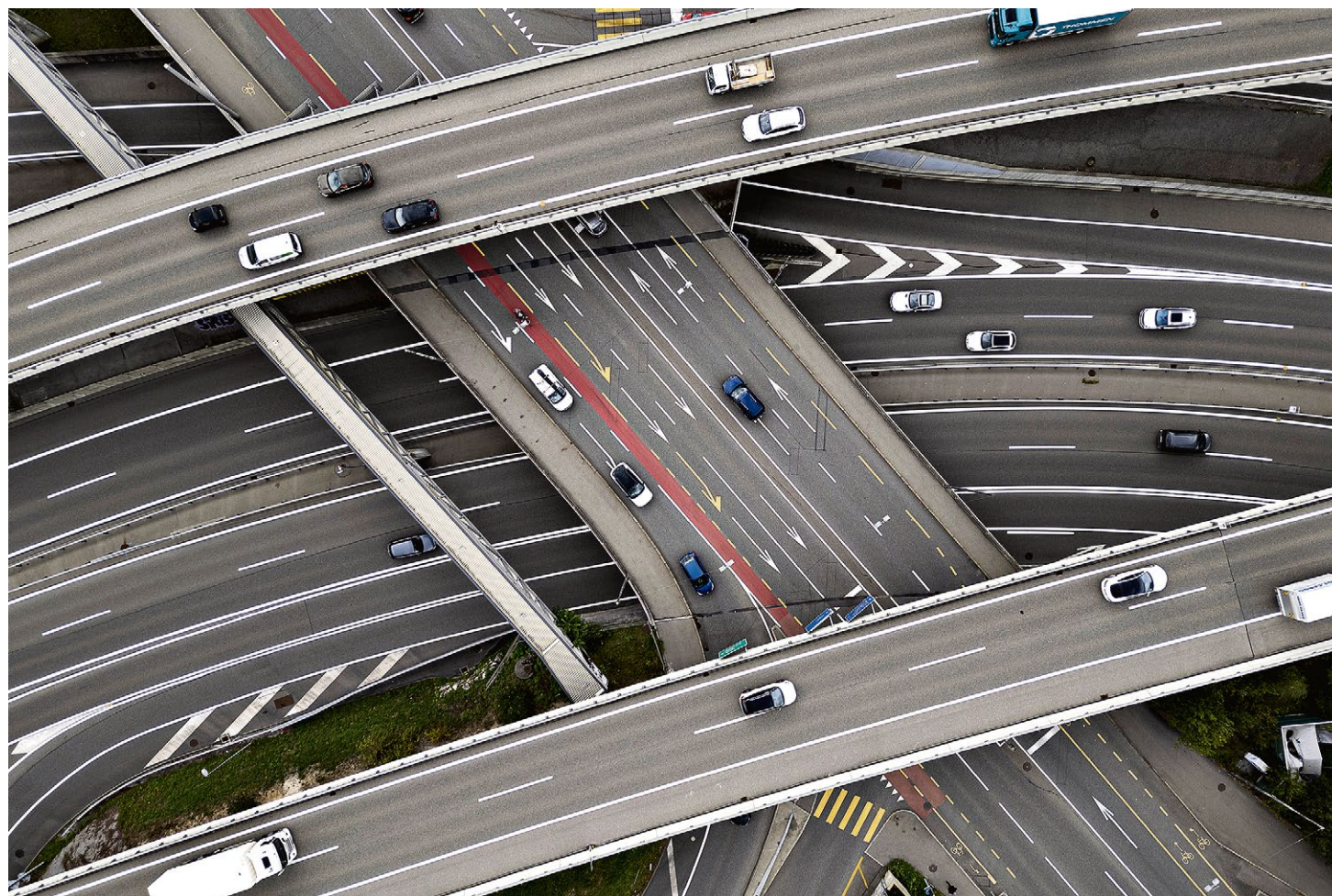
Le non aux projets d'autoroutes persiste

MOBILITÉ Selon un sondage commandé par l'Association transports et environnement (ATE), 58% des personnes interrogées jugeraient antidémocratique que le Conseil fédéral relance certains projets autoroutiers rejetés dans les urnes

YAN PAUCHARD, BERNE

Une majorité de la population suisse (58%) ne souhaite pas que le Conseil fédéral relance l'un ou plusieurs des six extensions autoroutières refusées en votation populaire à l'automne 2024. C'est l'un des enseignements d'un sondage commandé par l'Association transports et environnement (ATE) à la suite de la publication du rapport Weidmann «Transports '45» et réalisé par la société Demoscope en novembre 2025 auprès de 1007 personnes. La diffusion de cette enquête d'opinion est une manière pour l'ATE de maintenir la pression sur le Conseil fédéral. Ce dernier a en effet promis d'annoncer en ce mois de janvier les grandes lignes du projet qu'il mettra en consultation en vue d'établir les priorités d'ici à 2045 dans les domaines du rail, des routes et du trafic d'agglomération.

La crainte de l'association est que le gouvernement ne remette sur la table certains des aménagements autoroutiers que le peuple a rejetés en votation le 24 novembre 2024 par 52,7%. Une année plus tard, le 9 octobre 2025, plusieurs projets ont été jugés prioritaires par le rapport du professeur de l'EPFZ Ulrich Weidmann. L'élargissement du tronçon Wankdorf-Schönbühl, nœud névralgique de Berne, y est ainsi considéré comme urgent. De même, l'expert écrit que le tunnel du Rhin permettra de «réduire considérablement la charge du trafic de transit et de contournement pour la ville de Bâle». A noter que ce n'est pas le cas pour le tronçon entre Nyon et Le Vengeron, où c'est dorénavant l'utilisation de la bande d'arrêt d'urgence qui est préconisée afin d'augmenter les capacités.



L'échangeur Berne-Wankdorf, ici en octobre 2024, était l'un des six tronçons concernés par la votation. (ANTHONY ANEX/KEYSTONE)

Le jour de la publication du rapport Weidmann, l'ATE, l'un des acteurs de la victoire en votation, avait déjà réagi avec force dénonçant «un affront». L'association a lancé une pétition «Pas de passage en force des projets autoroutiers», ainsi qu'un sondage. «Nous souhaitons sentir le pouls de la population», relève David Raedler, le coprésident de

l'ATE Suisse. L'avocat, élu vert au Grand Conseil vaudois, se félicite qu'une majorité des personnes interrogées pensent qu'il ne serait pas démocratique de réaliser des projets rejetés dans les urnes. «L'argument du Conseil fédéral – dire que le peuple a refusé un package, mais pas des projets spécifiques – n'est donc visiblement pas par-

tagé», souligne encore David Raedler.

Romands plus réfractaires

Dans le détail, le sentiment que la poursuite de ces projets serait contraire à la volonté populaire varie peu selon les groupes. Il est légèrement plus élevé chez les Romands (61%, contre 57% en Suisse alémanique), les 15-34 ans

(61%), les habitants des villes (60%) ou encore les personnes avec une formation supérieure (60%). Il n'y a par contre quasiment pas d'écart selon le genre (57% pour les hommes et 59% pour les femmes). Les seules différences sont liées à l'appartenance politique. Les électeurs de gauche sont ainsi 81% à désapprouver un éventuel retour des

projets autoroutiers, contre 60% pour ceux du Centre. A droite, où la route bénéficie traditionnellement d'un soutien plus important, les sympathisants de l'UDC (42%) sont plus attachés au résultat des urnes que ceux du PLR (33%).

«L'argument du Conseil fédéral n'est visiblement pas partagé»

DAVID RAEDLER, COPRÉSIDENT DE L'ATE

Autre point clé du sondage aux yeux de David Raedler, 59% des sondés estiment également que davantage d'investissements sont aujourd'hui nécessaires dans les transports publics (ils ne sont que 24% à penser qu'il faut plus de moyens pour le développement des autoroutes). De ce côté-ci de la Sarine, le chiffre monte à 66%, ce qui n'étonne pas le coprésident de l'ATE. «Il y a plusieurs facteurs, relève-t-il. Les Latins sont de base plus favorables à ce que l'Etat investisse, mais il y a aussi l'impression d'avoir été lésé dans le développement du réseau ferroviaire». Le Vaudois souligne encore l'appui des automobilistes (53%) à davantage de fonds pour le train et le bus. «On sent à travers ce sondage que les gens ont compris la notion de report modal et que pour faire diminuer le trafic, il est plus efficace de renforcer les transports publics que les infrastructures routières», conclut David Raedler. ■